

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Politique sociale : le gouvernement chinois a levé des restrictions de « hukou » dans des petites villes et assoupli les limites de résidence dans des grandes villes

Entreprises d'Etat/sécurité sociale : les SOEs centrales ont accompli le transfert de 10% de leurs capitaux vers le Fonds de sécurité sociale, soit 1100Mds RMB au total

Finances publiques : le gouvernement chinois réaliserait une réduction d'impôts et de charges dépassant 2000Mds RMB cette année, représentant plus de 2% du PIB annuel

ECONOMIE GENERALE ([ici](#))

Politique monétaire : la PBoC a prêté 300Mds RMB au titre de la MLF à 3,25% et a procédé à des opérations de reverse repo pour 200Mds RMB (29Mds USD) à 2,65%, abaissant pour la première fois le taux des reverse repo à deux semaines depuis 2015

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Ouverture financière : Amundi Asset Management est autorisée à créer la première coentreprise de gestion de patrimoine sous contrôle étranger en Chine avec Bank of China Wealth Management

Banques : la Hengfeng Bank, en difficulté, lèverait 100Mds RMB par le placement privé auprès d'un groupe d'investisseurs d'Etat et étrangers ; l'ancien président de la Hengfeng Bank a été condamné à mort pour corruption

Marché boursier : la CSRC a assoupli les règles pour faciliter l'IPO des filiales des sociétés cotées en Chine

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Droits de douane : la Chine s'apprête à baisser les droits douanes sur près de 20 % de ses importations

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Commerce électronique : l'Electronic World Trade Platform (Alibaba) annonce la mise en place d'un secrétariat permanent à Hangzhou quelques jours après avoir signé l'Ethiopie

Télécommunications (5G) : poursuite des débats sur Huawei en Europe

Numérique : Tencent annonce 10 Mds USD d'investissements en Europe en 2020

Administrations publiques : le MIIT dresse son bilan annuel à l'occasion de sa conférence de travail de 2019

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Energie : State Grid communique sur la baisse des prix de l'électricité en 2019

Energie : la consommation d'électricité chinoise augmente de 4,9% sur 11 mois glissants

中国经济
分析报告

CONJONCTURE

Politique sociale : le gouvernement chinois a levé des restrictions de « hukou » dans des petites villes et assoupli les limites de résidence dans des grandes villes

La Chine a décidé de supprimer les restrictions de « hukou » dans certaines petites villes pour encourager l'urbanisation et la mobilité sociale, dans un mouvement qui, selon les analystes, renforcera dans une certaine mesure le marché immobilier. Selon un document publié le 25 décembre par le Comité central du Parti communiste et le Conseil des affaires d'Etat, toutes les restrictions sur l'enregistrement des ménages seront supprimées dans les villes dont la population résidentielle urbaine est inférieure à 3M d'habitants. Parallèlement, les limites de résidence seront assouplies dans les grandes villes de 3 à 5M d'habitants. Pour les mégapoles de plus de 5M d'habitants, les politiques d'enregistrement des ménages seront rationalisées et les systèmes de services publics seront améliorés pour garantir l'égalité d'accès à tous les résidents. Connu sous le nom de « hukou », l'enregistrement des ménages en Chine est principalement basé sur le lieu de naissance d'une personne et donne aux résidents l'accès aux services publics tels que les soins médicaux et l'éducation. Ces dernières années, il a également été lié au droit d'acheter un appartement dans de nombreuses villes.

Les autorités chinoises ont à maintes reprises promis de réformer le système de résidence afin de poursuivre son urbanisation. En mars 2019, La Commission nationale de la Réforme et du Développement (NDRC), le principal organisme chinois de planification économique, s'est engagée à encourager davantage de ruraux à migrer vers les villes en allégeant les restrictions de résidence. En 2016, le Conseil des affaires d'Etat a fixé l'objectif d'accorder le « hukou » urbain à 100M de migrants ruraux d'ici 2020, soit environ un sixième de la population rurale totale, ce qui ferait augmenter le taux d'urbanisation du pays de 1%.

Entreprises d'Etat/sécurité sociale : les SOEs centrales ont accompli le transfert de 10% de leurs capitaux vers le Fonds de sécurité sociale, soit 1100Mds RMB au total

Le gouvernement central de la Chine a transféré cette année environ 1100Mds RMB (157,1Mds USD) de capital depuis les SOEs centrales vers le Fonds de sécurité sociale, afin d'éviter un manque de fonds pour les retraites dans le contexte du vieillissement de la population. Les SOEs centrales ont désormais ainsi accompli leurs responsabilités de transfert de capital.

Pour mémoire, le Conseil des affaires d'Etat a publié le 18 novembre 2017 le « Plan de transfert de capitaux de l'Etat vers le Fonds de sécurité sociale » afin de « répondre à la pression croissante qui pèse sur les caisses de retraite », en raison notamment du vieillissement de la population. Le Plan prévoit à terme le transfert de 10% des participations majoritaires des autorités publiques dans des « moyennes et grandes entreprises » (sauf « les entreprises à but non-lucratif ou culturelles »), aussi bien au niveau central que local, vers le Fonds de sécurité sociale de l'échelon administratif correspondant (cf. Brève du 24/11/2017). En juillet 2019, le Conseil des affaires d'Etat a recommandé d'accélérer le transfert des capitaux de l'Etat à la sécurité sociale en demandant aux SOEs centrales d'accomplir le transfert d'ici fin 2019 et aux SOEs des gouvernements locaux de transférer 10% des actions d'ici 2020.

Finances publiques : le gouvernement chinois réaliserait une réduction d'impôts et de charges dépassant 2000Mds RMB cette année, représentant plus de 2% du PIB annuel

Selon un rapport récent par le ministre des Finances, LIU Kun, de janvier à octobre, le gouvernement chinois a réalisé une réduction d'impôts et de charges pour un montant total de 1969Mds RMB



(281,5Mds USD). Cette réduction pour toute l'année devrait dépasser 2000Mds RMB, représentant plus de 2% du PIB annuel et stimulant probablement la croissance du PIB de 0,8 point de pourcentage cette année, mais ont exercé une pression importante sur les recettes publiques dans certaines régions. Les données du ministère des Finances montrent que les recettes publiques ont augmenté de 3,8% en glissement annuel (g.a.) au cours des 11 premiers mois de cette année, soit une croissance en baisse de 2,7 points de pourcentage par rapport à la même période l'année précédente; la croissance des recettes fiscales enregistre une baisse de plus grande ampleur : 0,5% (g.a.), à comparer à 9,5% au cours de la même période en 2018. Les gouvernements locaux se sont efforcés de compenser la moindre croissance par d'autres sources de revenus, telles que la vente d'actifs d'Etat et l'augmentation des bénéfices des entreprises publiques. Les données du ministère des Finances montrent que les recettes non fiscales ont bondi de 25,4% (g.a.) au cours des 11 premiers mois de cette année, contre une baisse de 9,1% à la même période en 2018.

Pour l'année 2020, LIU a promis de poursuivre pleinement le plan actuel de réduction d'impôts et de charges et de renforcer la gestion fiscale pour compenser la réduction des recettes publiques.

Retour au sommaire ([ici](#))



ECONOMIE GENERALE

Politique monétaire : la PBoC a prêté 300Mds RMB au titre de la MLF à 3,25% et a procédé à des opérations de *reverse repo* pour 200Mds RMB (29Mds USD) à 2,65%, abaissant pour la première fois le taux des *reverse repo* à deux semaines depuis 2015

La PBoC a annoncé le 16 décembre qu'elle prêterait 300Mds RMB (43Mds USD) via la facilité de prêt à moyen terme (*Medium-term Lending Facility, MLF*) stabilisant à 3,25%, soit 14Mds RMB de plus comparé aux prêts MLF arrivant à échéance ce jour-là. En décembre, la PBoC a injecté ainsi au total 600Mds RMB de MLF à 3,25%. En outre, le 18 décembre, la PBoC a également procédé à des opérations de *reverse repo* pour 200Mds RMB (29Mds USD) à 2,65%, abaissant ainsi son taux de 5 pdb comparé aux opérations précédentes. C'est la première fois que la PBoC abaisse ce taux depuis 2015, consécutivement à la première réduction du taux de MLF (5 pdb) depuis 2016 le 5 novembre et à la première réduction de *7-day reverse repo rate* (5 pdb) depuis 2015 le 18 novembre.

Ces multiples injections de capitaux conjuguées à un abaissement des taux d'intérêt en fin de l'année 2019 ont principalement pour finalité d'assurer « une liquidité raisonnable » pendant le nouvel an et la fête du printemps (*Spring Festival*) fin janvier 2020. Les petites et moyennes banques ainsi que les institutions financières non-bancaires sont aussi confrontées à des difficultés résultant de leur insuffisante capitalisation, notamment dans le contexte de l'évaluation macroprudentielle (*macroprudential assessment, MPA*) en fin d'année. En outre, le ministère des Finances a récemment annoncé avoir accordé de manière anticipée par rapport au calendrier prévu (mars 2020) 1000Mds RMB au titre du quota de *special purpose bonds* aux gouvernements provinciaux.

Par ailleurs, le Premier ministre chinois Li Keqiang a déclaré le 23 décembre que le gouvernement chinois continuera de nouvelles réductions du ratio des réserves obligatoires (RRR) des banques, pour abaisser les coûts d'emprunt des petites entreprises. L'annonce du premier ministre est considérée comme un signe que la PBoC pourrait assouplir sa politique monétaire au cours de l'année à venir dans un contexte du ralentissement de la croissance économique.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Ouverture financière : *Amundi Asset Management* est autorisée à créer la première coentreprise de gestion de patrimoine sous contrôle étranger en Chine avec *Bank of China Wealth Management*

Amundi Asset Management, la plus grande société de gestion d'actifs européenne, est autorisée à créer la première coentreprise de gestion de patrimoine sous contrôle étranger en Chine. Cette coentreprise basée à Shanghai sera détenue à 55% par *Amundi* et à 45% par *Bank of China Wealth Management*. Ils prévoient de lancer la nouvelle société au cours du second semestre 2020.

Le géant mondial de la gestion d'actifs *BlackRock Inc.* et *Singapour Temasek Pte.* sont également en discussion avec la *China Construction Bank* pour créer une coentreprise de gestion d'actifs en Chine. *BlackRock* a déjà obtenu une licence de gestion de fonds privé en Chine fin 2017 et demande actuellement une licence pour mener des activités de fonds communs en Chine.

Pour mémoire, la PBoC a annoncé en juillet 2019 une série de mesures d'ouverture financière aux investissements internationaux, y compris i) les institutions financières étrangères sont encouragées à créer et à investir des filiales de gestion de patrimoine des banques commerciales. ii) les institutions de gestion d'actifs étrangères sont autorisées à créer des coentreprises de gestion de patrimoine dont elles possèdent la participation majoritaire avec les banques chinoises ou des filiales de sociétés d'assurance.

Banques : la *Hengfeng Bank*, en difficulté, lèverait 100Mds RMB par le placement privé auprès d'un groupe d'investisseurs d'Etat et étrangers ; l'ancien président de la *Hengfeng Bank* a été condamné à mort pour corruption

La *Hengfeng Bank* en difficulté lèverait 100Mds RMB (14,21Mds USD) par le placement privé auprès d'un groupe d'investisseurs d'Etat et étrangers. *Central Huijin Investment Ltd.*, une filiale d'investissement du fonds souverain chinois, *China Investment Corp. (CIC)*, souscrira 60Mds d'actions; une société de gestion d'actifs contrôlée par le gouvernement provincial du Shandong, souscrira 36Mds d'actions; la *United Overseas Bank* de Singapour et d'autres investisseurs, souscriront les 4Mds d'actions restantes. La banque n'a pas divulgué le prix du placement, mais l'un des investisseurs a déclaré que les actions seront vendues pour 1 yuan chacune. En d'autres termes, la *Hengfeng Bank* lèverait 100Mds RMB au total et *Central Huijin* deviendrait ainsi son principal actionnaire. Actuellement, le capital social de la *Hengfeng Bank* n'est que 11,21Mds RMB. Le plan est soumis à l'approbation du régulateur des banques et des assurances chinois (CBIRC). Les autorités ont déjà justifié cette intervention de restructuration par la nécessité d'augmenter les ratios de capital et améliorer sa gestion.

JIANG Xiyun, l'ancien président de la *Hengfeng Bank*, a été condamné à mort pour avoir reçu des pots-de-vin et des pratiques comptables illégales. Trois autres personnes ont été condamnées à la prison dans cette affaire de corruption. Entre 2008 et 2013, JIANG aurait transféré environ 754M RMB (108M USD) des actions de la banque à des entités contrôlées par lui-même et ses proches, selon le verdict rendu par le tribunal populaire intermédiaire de Yantai.

Pour mémoire, la *Hengfeng Bank*, située à Yantai dans la province du Shandong est l'une des 12 banques chinoises à capitaux mixtes (*joint-stock bank*). La Banque détenait 1200Mds RMB d'actifs fin 2016, date de son dernier rapport annuel, soit deux fois plus que la *Baoshang Bank* et la *Bank of Jinzhou* qui ont également fait l'objet d'interventions récentes des autorités chinoises. C'est aussi la plus grande banque à ne pas avoir publié ses résultats pour 2018.



Marché boursier : la CSRC a assoupli les règles pour faciliter l'IPO des filiales des sociétés cotées en Chine

Le 13 décembre, le régulateur des valeurs mobilières chinois (CSRC) a assoupli les règles pour faciliter l'introduction en bourse (IPO) des filiales des sociétés cotées : i) la baisse des profits nets exigés de 1Md RMB à 600M RMB ii) l'autorisation de l'IPO des filiales dont le financement ne dépasse pas 10% de son actif net au cours des trois dernières années iii) l'augmentation de la participation des membres du Conseil d'Administration et des cadres dirigeants dans les filiales de 10% à 30%.

Le 18 décembre, la *China Railway Construction Corporation* (sous la gestion de la SASAC) a fait part de son intention de coter sa filiale *China Railway Construction Heavy Industry Corporation* sur le SSE STAR Market, devenant ainsi la première société cotée à réaliser une scission (spin-off) de sa filiale dans le cadre d'une introduction en bourse(IPO).

Retour au sommaire ([ici](#))



ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Droits de douane : la Chine s'apprête à baisser les droits douanes sur près de 20 % de ses importations

La Chine a annoncé qu'à partir du 1^{er} janvier 2020, les droits de douane sur 859 produits seront abaissés sous le taux « nation la plus favorisée ». Tous les membres de l'OMC bénéficieront de cette baisse ; les pays disposant d'un accord de libre-échange avec la Chine (Nouvelle-Zélande, Pérou, Costa Rica, Suisse, Islande, Singapour, Australie, Corée du Sud, Géorgie, Chili et Pakistan) pourront bénéficier d'un taux encore plus réduit.

La liste est composée de produits agroalimentaires (dont le porc congelé, la Chine faisant actuellement face à une pénurie), de produits pharmaceutiques (les droits de douanes sur les médicaments contre l'asthme sont notamment réduits à zéro), et de produits utilisés comme intrants dans les industries de hautes technologies (dont les semi-conducteurs).

En 2018, la Chine a importé pour 389 Mds USD des produits présents sur la liste, soit 18 % du total des importations (2 140 Mds USD).

[Liste des produits \(en chinois\)](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Commerce électronique : l'*electronic World Trade Platform* (Alibaba) annonce la mise en place d'un secrétariat permanent à Hangzhou quelques jours après avoir signé l'Ethiopie

Le 26 décembre 2019, le groupe Alibaba a [annoncé](#) le début des travaux du secrétariat permanent de l'*electronic World Trade Platform* (eWTP) à Hangzhou, sur son « campus » de Xixi. Ce secrétariat, qui sera en charge du fonctionnement quotidien de la plateforme, de la coopération internationale, de la coordination des formations internationales et de la publication des régulations, doit entrer en service en octobre 2020. Le 30 novembre 2019, e-WTP avait enregistré l'adhésion de [l'Ethiopie](#), qui fait suite à celles de la Malaisie, du Rwanda et de la Belgique.

L'initiative eWTP a été lancée par Alibaba lors de l'édition 2016 du G20 (B20) et constitue elle-même l'un des piliers des « Routes de la soie numériques » promues par le gouvernement chinois. Elle vise officiellement à compléter l'OMC en facilitant l'internationalisation des PME au travers du commerce électronique. Elle est constituée par la mise en réseau de plusieurs « hubs », zones d'exportations (en Chine : Hangzhou et Yiwu, où a été inauguré en juin 2019 le « centre d'innovation mondial eWTP ») au sein desquelles les PME seraient soumises à des tarifs douaniers réduits, et bénéficieraient de formalités douanières simplifiées et d'un accès à des services logistiques *premium*.

Pour [certains observateurs](#), eWTP est un exemple d'initiative visant à la mise en place d'organisations « internationales » sino-centrées comme alternatives aux institutions multilatérales actuelles.

Télécommunications (5G) : poursuite des débats sur Huawei en Europe

En Italie, un [rapport non contraignant](#) d'un comité du Parlement soumis le 12 décembre suggère au gouvernement de réfléchir à empêcher Huawei et ZTE, les deux principaux équipementiers télécom chinois, de participer au déploiement de la 5G dans le pays. En Pologne, où une loi doit être présentée au Parlement au début de l'année 2020, le ministre du numérique a [déclaré](#) que des règles plus contraignantes pourraient être imposées pour les équipements utilisés au sein du cœur de réseau.

Du côté des opérateurs, plusieurs annonces ont été faites au cours des derniers jours, qui laissent à penser que Huawei pourrait ne pas être le premier choix. Par la voix de son Chief Technology & Information Officer, l'opérateur espagnol Telefonica (par ailleurs actionnaire minoritaire de China Unicom) a [annoncé](#) que les segments les plus sensibles de l'infrastructure 5G proviendront de plusieurs équipementiers, mais qu'il se fournira toujours chez Huawei pour certaines antennes et radios utilisées pour connecter les terminaux mobiles. Cette annonce représente un changement de politique majeur : pour les cœurs de réseau 4G déployés en Espagne et en Allemagne, Telefonica s'était en effet approvisionné exclusivement auprès de Huawei. Le 19 décembre, Tele Groenland a par ailleurs [officialisé](#) les choix d'Ericsson et de Nokia pour le déploiement de son réseau 5G. Stéphane Richard, le PDG d'Orange, semble moins inquiet, qui a qualifié les accusations d'espionnage portées contre Huawei de « [foutaise totale](#) » à l'occasion d'une audition au Sénat.

Pour rappel : alors que le débit permis par la 5G devrait permettre aux objets d'être connectés avec une très faible latence, augurant d'une nouvelle phase du développement de l'internet (internet industriel), des questions se posent quant à la possibilité que Huawei puisse communiquer certaines informations au gouvernement chinois. Ces questions portent sur l'entreprise Huawei elle-même, groupe non coté dont [l'origine de l'actionnariat est inconnue](#) et dont le fondateur est issu de l'armée. Elles portent également sur l'environnement juridique dans lequel la société évolue : l'article 14 de la Loi chinoise sur le renseignement appelle en effet « *les organisations et citoyens pertinents à fournir le soutien, l'assistance et la coopération nécessaires* » aux services de renseignement chinois.

Numérique : Tencent annonce 10 Mds USD d'investissements en Europe en 2020

Tencent a [annoncé](#) projeter 10 Mds USD d'investissements en Europe en 2020, dont 30% en Allemagne. Les entreprises allemandes du secteur de la conduite autonome, de la production avancée et du design industriel, seraient les principales cibles de l'entreprise de Shenzhen, qui a amorcé en septembre 2018 son tournant vers l'internet industriel en créant une division destinée au cloud et aux « industries intelligentes ». Le Président Europe de Tencent Cloud a ainsi affirmé que l'entreprise pourrait créer entre 2 000 et 3 000 emplois en Europe au cours des trois prochaines années.

Tencent a ouvert son siège Europe à Milan en 2017 puis des bureaux à Londres, Amsterdam, Paris et Berlin. Il s'agit essentiellement d'antennes commerciales dédiées à la promotion des services de Cloud et de paiement (WeChat Pay). Le Cloud est disponible depuis 2017, grâce à un centre de stockage de données à Francfort compatible avec le RGPD. Suivant le tourisme chinois, WeChat Pay est disponible grâce à des accords spécifiques dans 9 pays européens (contre 20 pour le concurrent Alipay). Tencent a également investi dans la culture et le divertissement avec deux partenariats majeurs : des investissements croisés avec Spotify, le géant chinois de la musique en streaming en 2017, et la signature d'un partenariat global avec le Royaume-Uni en 2018 incluant notamment une collaboration avec la BBC.

En août 2019, Tencent était aussi entré en négociations exclusives avec Vivendi pour entrer à hauteur de 10% à 30% au capital de Universal Music. Alors que KKR et Hellman & Friedman se sont retirés des négociations, Tencent a introduit le fonds souverain singapourien GIC au tour de table qui, selon [Reuters](#), pourrait être conclu au début du mois de janvier 2020. Le montant de l'investissement est estimé à 3 Mds USD.

Administrations publiques : le MIIT dresse son bilan annuel à l'occasion de sa conférence de travail de 2019

Le 23 décembre, le Ministère de l'industrie et des technologies de l'information tenait sa « [conférence de travail](#) », occasion de dresser le bilan de l'année écoulée et de fixer les grandes orientations de celle à venir (« édifier sans vaciller et avec une vigueur renouvelée une grande puissance productive et une grande puissance cyber », selon l'intitulé du discours prononcé par le Ministre, Miao Wei). En 2019, selon les prévisions du MIIT, la valeur ajoutée de l'industrie productive devrait enregistrer une croissance de « 5,6% environ » ; le revenu de l'industrie des logiciels et des services technologiques, de 15% ; et celui de l'internet, 20%.

En ce qui concerne le bilan, le MIIT se félicite des résultats obtenus dans les domaines suivants : (1) le renforcement du rôle leader du Parti communiste ; (2) la montée en gamme de la croissance chinoise (consolidation des résultats obtenus en matière de lutte contre les surcapacités ; le MIIT évoque aussi le déménagement de 70% des entreprises de production de produits chimiques dangereux dans les 10 provinces du bassin du Yangtsé ; (4) l'édification de la Chine comme « grande puissance productive » : production intelligente, production verte, etc. ; le MIIT note ici le lancement commercial des puces 5G, le lancement en production de masse des écrans pliables, etc. ; la coopération sino-russe mais également sino-française ([certification d'un moteur d'hélicoptère civil chinois](#) construit en coopération avec Safran) sont citées, de même que l'établissement, à Shenzhen, de la branche chinoise du « centre de recherche sur les réseaux du futur » des BRICS. Le MIIT évoque aussi (5) la mise en œuvre de la stratégie chinoise dans le domaine de l'internet industriel et les travaux initiés afin d'établir un système de standards dans ce domaine. Sont enfin cités (6) les efforts entrepris afin d'optimiser l'environnement des affaires : les entreprises chinoises auraient payé 263 M CNY de taxes en moins qu'en 2018 et 70% de cette baisse serait due à des réductions sur la TVA due par les entreprises de production.



Pour 2020, le MIIT se fixe sept orientations principales, dont les premières sont les suivantes : (1) la garantie d'un développement « raisonnable » de l'industrie, grâce notamment à la stabilisation de l'investissement industriel, y compris via les fonds d'investissement public, mais également grâce aux nouveaux usages nés du déploiement de la 5G et de la généralisation des applications VR/AR, 4K/8K, etc. ; (2) l'optimisation des chaînes d'approvisionnement et l'atteinte d'une meilleure maîtrise des technologies clés, etc. Du côté de la coopération internationale, la priorité est donnée à l'attraction des investissements étrangers dans le domaine de l'électronique, des technologies de l'information, et de la production avancée ; ainsi qu'à l'organisation de l'année de l'économie numérique entre la Chine et l'ASEAN. La relation de partenariat avec les BRICS pour la « nouvelle révolution industrielle » est appelée à être « activement stimulée ».

Retour au sommaire ([ici](#))



DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Energie : State Grid communique sur la baisse des prix de l'électricité en 2019

L'entreprise d'Etat *State Grid* - 5^{ème} plus grande entreprise mondiale au classement *Fortune Globale 500 2018* - en charge de la distribution d'électricité sur 26 provinces en Chine, a communiqué avoir réalisé une baisse des coûts de l'électricité de 10 % pour les entreprises en 2019, permettant un gain de 64,1 Mds de CNY pour ces entités (env. 8,2 Mds EUR).

Pour mémoire, le Premier ministre LI Keqiang avait annoncé cette baisse du coût de l'électricité pour les entreprises lors de la présentation du rapport du gouvernement au cours des deux assemblées parlementaires (*lianghui*) en mars dernier. Concernant l'énergie et à lier avec cette mesure, le Premier ministre avait également appelé à la poursuite du développement de l'efficacité énergétique (baisse prévue de 3% d'énergie nécessaire par unité de PIB) au cours de cette année.

Energie : la consommation d'électricité chinoise augmente de 4,9% sur 11 mois glissants

Selon le *China Electricity Council*, la consommation d'électricité a atteint env. 6515 Mds kWh sur la période jan-nov. 2019, soit une croissance de 4,9%. Le secteur tertiaire enregistre la plus forte croissance sur cette période (+env. 10,6%) et représente désormais 16,6% de la consommation totale (contre 15,8% en 2018) ; la part du secteur résidentiel reste globalement stable (14,6% en 2019 contre 14,4 en 2018) tandis que la part du secteur secondaire baisse à 67,6% (68,6% en 2018) de la consommation totale. Pour mémoire, la consommation d'électricité avait exceptionnellement crû de 8,4% sur la même période en 2018.

Selon M. ZHAO Qingbo, Directeur général adjoint de *State Grid*, la consommation d'électricité chinoise devrait continuer à croître de 4,5% sur la période du 14^{ème} plan quinquennal (2021 – 2025). Alors que celle-ci devrait continuer à augmenter, l'institut de recherche de *State Grid* prévoit en revanche un pic de consommation de l'énergie en Chine en 2030.

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

Adresse : N°60 Tianszulu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Zilan Huang, Orhan Chiali, Pierre Martin, Antoine Bernez,

Revu par : David Karmouni, Orhan Chiali, Pierre Martin,

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet